## PROJET DE LOI

POUR CONTRÔLER L'IMMIGRATION,

AMÉLIORER L'INTÉGRATION

DES VIES DERRIÈRE LE PROJET DE LOI

## NOTE DE LA RÉDACTION

C'était une promesse de campagne d'Emmanuel Macron : le projet de loi "pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration" débarque à l'Assemblée nationale. Grogne sociale autour de la réforme des retraites oblige, l'exécutif a dû patienter près d'un an pour faire voter ce texte aux parlementaires. Et pour cause... le contenu de ce dossier est explosif : suppression de l'aide médicale pour les migrant es en situation irrégulière, accelération des procédures d'expulsion, régularisation des travailleurs ses sans-papiers dans les filières en tension... Le texte oscille entre répression et intégration. Sans surprise, tout à gauche, ça crie. Tout à droite, ça crie. Et au sein des assos... ça crie aussi.

Loin du vacarme de l'hémicycle et des polémiques des plateaux télé, la ZEP propose de confronter ce projet de loi aux récits des premier·es concerné·es. Elles et ils ont entre 20 et 78 ans, et vivent en France, parfois depuis quelques mois, parfois depuis 50 ans. Les plus chanceux·ses ont été régularisé·es, d'autres sont en attente d'expulsion. Tous·tes ont éprouvé le système d'accueil français et ses réformes, une trentaine depuis 1980. Douze témoignages, c'est trop peu pour prétendre aborder l'ensemble des problématiques migratoires. C'est assez pour donner à voir une réalité nuancée et souvent complexe du parcours d'intégration en France.



## Article 1er

L'étranger admis pour la première fois au séjour en France ou qui entre régulièrement en France entre l'âge de seize ans et l'âge de dix-huit ans révolus, et qui souhaite s'y maintenir durablement s'engage dans un parcours personnalisé d'intégration républicaine. Ce parcours a pour objectifs la compréhension par l'étranger primo-arrivant des valeurs et principes de la République, l'apprentissage de la langue française, l'intégration sociale et professionnelle et l'accès à l'autonomie.

Le parcours personnalisé d'intégration républicaine prévu à l'article L. 413-2 comprend notamment :

1° La formation civique prescrite par l'Etat, relative aux valeurs, aux principes, et aux institutions de la République, à l'exercice des droits et devoirs liés à la vie en France ainsi qu'à l'organisation, l'histoire et la culture de la société française;

2° La formation linguistique prescrite par l'Etat, visant à <u>l'acquisition de la langue française.</u>

## Les diplômes, la culture... et après?

#### Hamey Diallo, 70 ans

Hier j'ai conclu un marché. Un cousin a acheté un ordinateur sur internet et je lui ai racheté. C'est pour travailler les dossiers administratifs de tout le monde au foyer: la retraite, la sécurité sociale, la régularisation... tout en général. Ici, je dirais que 95 % des gens savent un peu parler français mais pas lire ou écrire. Ça leur pose d'ailleurs problème pour avoir la certification A1 ou A2. C'est des gens qui se démerdent mais qui ne sont pas allés à l'école.

Moi, j'ai fait des études au Mali. Dans mes cours, j'ai étudié le droit, ça me sert à comprendre le système français. J'ai trois CAP : aide-comptable, commerce... J'ai même le brevet d'employé de banque.

En France, mes diplômes ne m'ont servi à rien. Je suis arrivé en 1995 et je suis resté dans le nettoyage jusqu'à aujourd'hui. J'ai encore un petit boulot le weekend. Je travaille dans le tram, sur le T11. Quand la rame rentre, je me faufile entre les gens pour essayer de balayer. J'ai 8 minutes pour faire le maximum. Après la porte se ferme et le tram t'embarque vers l'autre sens. Le chef m'appelle même en dehors des horaires. Le contrat prend fin dans un mois.

La retraite c'est le début d'une nouvelle vie : tout change. D'habitude on se lève très tôt pour aller au boulot, à la retraite c'est fini, on fait d'autres connaissances. Si Dieu le veut bien et si j'en ai les moyens, je compte retourner dans mon village natal. Je pourrais acheter un chaland à moteur pour transporter les gens d'une rive à l'autre, ça pourrait être une source de revenus.

Avec mon nouvel ordinateur, je regarderai peut-être des films. Le cinéma ce n'est pas trop pour moi mais s'il y a des documentaires pourquoi pas, sur n'importe quel sujet. J'achète toujours des livres. N'importe quel bouquin qui me tombe sous la main, je le lis. Il n'y a pas longtemps, j'ai acheté un gros livre à 28 euros sur l'histoire de la France depuis les années 1970. Je le lis parfois, pour me documenter.

J'aime bien apprendre des choses. Je sais que ça ne me servira peut-être pas sur le moment mais qu'à l'avenir ça pourra être utile. Quand je parle de ça avec des Français, ils sont étonnés. Pour eux, ceux qui ont la peau noire sont tous analphabètes. Je prends Le Canard enchaîné chaque semaine, je lis Le Parisien de temps en temps. Je regarde beaucoup les débats à l'Assemblée mais aussi Questions pour un champion ou Les Chiffres et les lettres, quand ça passait encore. Cyril, celui qui anime Slam, je le connais! Il travaille là où je faisais le ménage un temps, dans le studio d'Aubervilliers.

Pour l'instant, je ne demande pas d'argent pour ce que je fais au foyer. Les gens prient pour moi, mais ça ne me fait pas gagner d'argent. Parfois, on me donne 5 ou 10 euros. Un doyen rappelle souvent aux autres : « Attention, quand on a fait des études, c'est pour être payé aussi. » Avec l'arrivée de l'ordinateur, je demanderai peut-être une petite participation.

## Élevé en france, renvoyé au soudan

## Hassan, 21 ans, enfermé au CRA de Bordeaux

Je connais beaucoup de choses sur la France et son histoire, bien plus que sur le Soudan. Pour moi, je suis français. J'ai grandi en France, ma famille vit en France, j'ai fait mes études en France, toute ma vie est ici. Ma future femme est française. On est fiancés mais je ne peux même pas venir signer les papiers pour la demande en mariage. Je suis enfermé au centre de rétention depuis trois semaines. Je ne savais pas qu'il existait des endroits comme ceux-là en France.

Au centre, on m'appelle « le Français », pas le soudanais. Je parle français comme un Français. Quand je dis que je suis étranger, les gens ne me croient pas. Chez moi, avec ma famille, on parle français entre nous. J'ai même oublié l'arabe. Tout le monde me dit que je n'ai rien à faire là, même les policiers.

À 8 ans, j'entendais les bombes. À 10 ans, je voyais la guerre autour de moi, les cadavres et le sang que les autorités ne voulaient pas ramasser. C'est au même âge que je suis parti avec ma famille. Un voyage incroyablement difficile. On a fait dix jours en mer, le bateau a coulé. À la fin, il n'y avait rien à boire ni à manger, on buvait les glaçons qui conservaient le poisson. On est quand même arrivés en Italie puis en France.

Quand ma famille a eu sa demande d'asile acceptée et qu'on nous a donné un logement, on est allés vivre au Havre. On s'est retrouvés dans un quartier. J'ai grandi au mauvais endroit et j'ai fréquenté les mauvaises personnes. J'ai onze mentions à mon casier judiciaire pour des délits. Puis, j'ai pris un an ferme.

J'ai pris du recul en détention. Aujourd'hui, je regrette les délits que j'ai commis et je suis sincèrement désolé. J'ai travaillé huit mois en prison, je me levais à 7 heures alors que je dormais par terre. Je n'ai jamais eu aucune embrouille. Dans une maison d'arrêt comme celle-là, avec 200 % de taux d'occupation et des bagarres tous les jours!

La police aux frontières m'attendait à la sortie de la prison. Ils m'ont directement emmené au CRA de Bordeaux. Je n'ai même pas revu la liberté. on m'a retiré mon statut de réfugié à cause de mes condamnations. Je n'étais même pas au courant. Normalement, on vous le dit avec un courrier recommandé, mais je ne l'ai jamais reçu. Et maintenant, c'est trop tard pour que je fasse appel. Ils me retirent mes papiers et me renvoient au Soudan. Le risque d'attentat est maximal là-bas. On dit que la France est le pays des droits de l'Homme, mais l'expulsion vers le Soudan, c'est la peine de mort! Je me demande si les juges regardent les infos.

Ça m'a pris deux semaines pour avouer à ma mère que j'étais enfermé. Je reçois la visite de ma copine, mais elle vit à Orléans. Ça lui fait dix heures de route à chaque fois, plus l'hôtel à payer. Je suis dégoûté. Elle m'a attendu pendant toute ma détention et là je me retrouve ici, à la faire attendre. Je ne sais pas quoi lui dire tellement j'ai honte.

## Un bout du Mali en France

## Mody Diabaté, 66 ans

Mon nom, c'est Diabakaté. Simplifié en français, ça donne Diabaté. C'est un nom de griot, on l'est tous dans ma famille. Mon grand-père l'a appris de son père, il l'a transmis à son fils qui lui-même me l'a transmis. Être griot, c'est tout le temps. On est griot même quand on est dans son lit, et on ne prend pas de retraite.

Le griot est un médiateur. S'il y a un problème entre les gens, entre un mari et une femme, entre des parents et leurs enfants, on peut les préparer, les conseiller, les réconcilier. On peut aider tout le monde. Au foyer, on évite les bagarres. Je leur dis qu'on est tous venus pour vivre ici pour les mêmes raisons. Sénégalais, Mauritaniens, Maliens, Guinéens... on se connaît tous, on a tous la même mentalité, même si ce n'est pas toujours facile de vivre ensemble. Quand j'étais sur les chantiers, c'était pareil. S'il y avait des conflits, je leur rappelais qu'on était venus pour le pain et qu'on était là pour travailler.

Je célèbre le mariage, le baptême, le khourhitiou (la circoncision), le moukhilo (quand les filles se tressent les cheveux et qu'elles deviennent des femmes)... bref, tout. Les funérailles, c'est plus religieux, mais le griot prend la parole pour rendre hommage au nom des autres.

En France, nous, les Africains, on se connaît et tout de suite on se comprend. J'anime des mariages pour toutes les personnes d'Afrique de l'Ouest. La dernière fois, c'était il y a un mois pour un Konaté. Un nom de noble, chez nous au Mali. Avant je jouais du goni, une sorte de guitare traditionnelle. Maintenant je suis vieux, c'est les enfants qui jouent. Je prends le micro et je parle. Sur de la musique et des tam-tams, je raconte les histoires qui se sont déroulées il y a des siècles et des siècles. Des histoires de l'Empire mandingue qui datent du temps où on n'écrivait pas. Elles se transmettent de génération en génération.

lci c'est un pays de boulot. Griot, c'est plutôt le week-end en France alors que c'est toute la semaine au Mali. Ici, des fois, tu peux passer un mois sans faire le griot. C'est traditionnel en Afrique, on peut vivre de ça. Ici, il faut travailler.

Quand je vais faire un mariage, on me paie. Il n'y a pas de prix fixe mais c'est un petit coup de pouce. Si on me donne, je prends évidemment. Mais si c'est un ami ou de la famille, je leur dis que c'est gratuit.

Tous les ans, le 22 septembre, c'est la fête nationale du Mali. J'anime la cérémonie et je raconte comment le Mali s'est créé, comment l'indépendance s'est passée en 1960. Je parle de tradition mais pas de religion. La religion c'est à part. Le griot peut être de n'importe quelle religion. Il peut avoir une opinion politique mais nous, on ne le fait pas comme ça. On raconte l'histoire de manière neutre parce qu'on est là pour réconcilier les gens. Quand tu es griot, tu fais au mieux pour que les gens puissent se comprendre et se rassembler. On parle du passé pour montrer le futur, pour tourner les pages et faire avancer le pays.

#### Article 4 bis

À titre exceptionnel, l'étranger qui a exercé une activité professionnelle salariée figurant dans la liste des métiers et zones géographiques caractérisés par des difficultés de recrutement définie à l'article L. 414-13 durant au moins douze mois, consécutifs ou non, au cours des vingt-quatre derniers mois, et occupant un emploi relevant de ces métiers et zones, et qui justifie d'une période de résidence ininterrompue d'au moins trois années en France, peut se voir délivrer une carte de séjour temporaire portant la mention "travailleur temporaire" ou "salarié" d'une durée d'un an. Ces conditions ne sont pas opposables à l'autorité administrative.



# Travailler à tout prix pour aider ma mère

#### Harouna, 30 ans

Je n'ai pas de papiers mais j'ai un travail, Dieu merci. Entre 2017 et 2019, j'ai commencé avec la carte d'un ami. Je fais le ménage de la cathédrale Notre-Dame de Paris. Tous les matins, je commence à 7 h et je finis vers 16 h. Depuis 2019, je travaille en mon nom mais sans papier officiel. Mon salaire est d'environ 1 000 euros tous les mois. Je ne cotise rien. Ça fait 36 fiches de paie que j'aurais dû avoir et que je n'aurai jamais. Si je n'ai pas assez à la fin du mois pour ma mère, je demande à des amis et je les rembourse le mois suivant. Je leur explique qu'elle est malade, ils comprennent. Ma priorité, c'est elle. Le jour où je suis parti, elle était très triste. Ça fait neuf ans que je ne l'ai pas vue.

si j'étais face à elle aujourd'hui, sûrement je pleurerais. Elle dirait : « Dieu merci tu es en vie mon fils. » Après une semaine passée avec elle, je lui raconterais ce qu'il m'est arrivé sur la route. Le Burkina, le Niger, l'Algérie, la Libye, l'Italie... Pendant ces années, je travaillais pour payer le voyage jusqu'en France. Il y a beaucoup de choses que je ne lui ai pas dites au téléphone, je sais que ça lui ferait de la peine. J'ai passé cinq jours sur le bateau en Méditerranée. Mes amis sont morts dans la mer.

Peut-être que mon petit frère comprendrait bien les difficultés que j'ai rencontrées pendant cette aventure. S'il dit qu'il veut venir, je veux qu'il comprenne bien comment ça s'est passé pour moi. Je ne veux pas qu'il vive la même chose. Ce n'est pas que je ne veux pas qu'il vienne, j'aimerais qu'il soit près de moi. Mais il faut qu'il sache que je ne peux pas lui en donner la possibilité. Il ne pourra pas dire que je ne l'ai pas averti.

À ma mère, je voudrais lui dire merci beaucoup. Tout ce que je pourrai toujours lui donner, c'est trop petit par rapport à ce qu'elle m'a offert: la vie. Elle a rencontré beaucoup de difficultés, pour moi et pour nourrir la famille. J'ai grandi entre Dialaka, le village de mon père, et Kolondikoye, le village de ma mère. Mon grand-père était militaire français, il a fait la guerre comme tirailleur. Quand mon père meurt en 2003, on n'a pas d'argent du tout et on souffre. On est aidés par le frère de ma mère. Elle va chercher de la nourriture à Kolondikoye. C'est surtout pour mes frères et soeurs, qui sont petits, qu'on est inquiets.

Je ne lui ai pas dit que je partais. Je suis son premier fils. Sans moi, personne ne pouvait l'aider pour le travail à la maison. Juste avant, j'ai expliqué à mes petits frères et soeurs pourquoi je tentais l'aventure. Je leur ai demandé de ne rien dire à notre mère jusqu'à ce que je sois parti.

Avant qu'elle décède, je veux tout faire pour elle. Ça fait 3 mois qu'elle est à l'hôpital. J'envoie de l'argent pour la soigner. Chaque fin de semaine, je vais à Western Union, MoneyGlobe ou MoneyGram et je donne entre 150 et 200 euros. Puis je paie le loyer, à manger, le transport... Je dois aussi payer les avocats qui m'aident dans mes démarches pour avoir les papiers. Quand je les aurai, je pourrai travailler légalement. Et surtout, je pourrai enfin retourner voir ma mère.

## Après l'accident, j'ai perdu mon boulot

#### Salou Camara, 59 ans

Avant, je gagnais ma vie. J'étais ouvrier, je travaillais. Maintenant, je suis invalide première catégorie. Le 31 décembre 2013, je suis tombé. Je faisais la plonge, je saisissais une marmite et je suis tombé. Depuis ça, je ne suis plus en bonne santé. L'ambulance m'a amené au foyer et je suis resté sans marcher pendant quatre mois. Elle passait m'amener voir le médecin de temps en temps. Aujourd'hui, je suis handicapé en attente de la retraite.

Les caméras ont filmé l'accident. Quand mon médecin a regardé la vidéo, il a compris. Au scanner, la dame m'a demandé où j'avais mal. J'ai dit « au pied », mais elle m'a expliqué que le problème se situe au niveau du dos. C'est une sciatique. J'ai dû marcher avec des cannes pendant six mois, quelque chose comme ça, et faire de la rééducation. Je ne peux plus manger sans prendre mes médicaments. Si je ne les prends pas, j'ai très très mal au pied.

Après l'accident, j'ai perdu mon boulot. Ensuite, il y a eu le chômage, jusqu'à il y a un peu moins d'un an. Depuis, je touche l'ASS [Allocation de solidarité spécifique, attribuée aux personnes qui ne touchent plus le chômage, ndlr] et une pension d'invalidité. En tout, ça me fait environ 900€ tous les mois.

J'ai aussi des problèmes de tension et de coeur. Il ne faut pas que je sois énervé ou dans un endroit où il y a trop de bruit. Quand les autres mettent le foot dans la chambre, je tourne le dos pour ne pas voir. Si je regarde, je sais que ma tension va monter et que ce n'est pas bon pour moi. Je supporte toujours la France. Quand ils jouent, je ne regarde pas au début. Puis, si je sais qu'ils sont en train de gagner, je regarde. Ça m'évite d'être tendu.

J'aimais bien voir le catch à la télé aussi. Les gens me demandaient tout le temps pourquoi je regardais. Je suis curieux, j'aimais bien comprendre comment ils faisaient leurs figures et leurs combats. Ça non plus, je ne peux plus regarder.

Au foyer je fais cultivateur, comme je l'étais dans mon village au Mali. Moi, je suis un soninké, pas comme les autres Maliens. Eux viennent du Khasso pour la plupart. J'ai arrêté de travailler au jardin à cause de mes douleurs. Mais je continue de descendre au café social pour parler avec les autres.

## Le travail me manque

Seiba, 78 ans

Avant, je travaillais dans la construction de bâtiments. Aujourd'hui, je ne vois plus. En 2012, je soudais sur un chantier quand un tuyau a sauté dans l'air et a atterri dans ma tête, à côté de l'oeil. Le sang ne passe plus normalement dans le fil qui va dans les yeux.

ça fait un an et sept mois que je ne vois plus du tout. Je reste à la maison, ma famille vient me rendre visite. La nuit, je ne dors pas bien sauf le matin, alors je me réveille à 10 heures. Quand je me lève, mon fils a préparé le café. Je le touche avec la main, et je le fais réchauffer moi-même s'il n'est pas chaud. J'arrive à voir la douche et les toilettes dans ma chambre, alors je fais ça tout seul. Quand je dors, je pense beaucoup à mes problèmes, mais aussi à ma famille.

Mon fils sidy est au foyer, lui aussi, depuis 2012 et il n'a toujours pas les papiers. C'est un problème pour nous. Il a travaillé quelques temps dans le bâtiment mais il ne peut plus sans les papiers. Ça fait dix ans qu'il n'a pas pu voir sa mère. Il y a aussi mon autre fils Aboulaye au foyer. Lui il a des papiers, il travaille comme compagnon en maçonnerie. Ils sont tous les deux venus par avion.

Moi, je suis arrivé en France par bateau en 1966. Arrivé à Saint-Denis, j'ai été logé par un marchand de sommeil. Il avait mis des lits de camping un peu partout, et c'est tout. Il y avait des Maliens et des Sénégalais. Un jour de 1972, la police est venue nous chercher. Ils nous ont emmenés ici, au foyer du Bourget. Ça a beaucoup changé depuis. Moi, je n'ai pas changé et je suis toujours là.

J'ai travaillé à la ville de Paris pendant dix ans. J'ai fait éboueur et après j'ai nettoyé les rues. Cinq ans dans le 9e, cinq ans dans le 18e. Tous les matins, on passait dans le quartier des Galeries Lafayette, on prenait les poubelles des grands magasins et on les vidait. Après ça, j'ai commencé à travailler sur des chantiers, avec la société RV, en tant que maçon-boiseur. Jusqu'à mon accident en 2012. Ça me manque le travail.

Quand je vais visiter ma famille, il faut toujours que je revienne vite en France parce que c'est là où je suis soigné, à l'hôpital. Quand je suis au Mali, je reste aux côtés de mes animaux. Il y a des moutons, des vaches. Une fois, les enfants m'ont dit : « Papy, viens monter ton cheval. » Je ne voyais rien mais je l'ai monté quand même. Lui, il voyait. Il est mort l'année dernière. Un cheval, ça coûte cher, mais j'aimerais en racheter un, un jour.

Pour l'instant, je vieillis au foyer. Je me balade un peu avec un copain. On va jusqu'à La Poste ou jusqu'à la Courneuve. Il y a un café là-bas, on s'y arrête. Je connais le patron. On s'amuse un peu. Sinon je reste à la maison. Je repense à la vie d'avant. Je réfléchis beaucoup à mon père, quand il me disait quoi faire dans les champs. Je resterai en France tant que Sidy n'aura pas ses papiers. Donc, je compte rester encore dix ans. Et je verrai, Inchallah, si je peux retourner sur mes terres.

## **Article 8**

Lorsque l'autorité administrative a connaissance d'un procès-verbal relevant l'infraction constitutive de travail illégal (marchandage, prêt illicite de main-d'oeuvre, emploi d'étranger non autorisé à travailler, cumuls irréguliers d'emplois, fraude ou fausse déclaration), elle peut prononcer une amende administrative. Le montant maximal de l'amende est de 4 000 euros et peut etre appliqué autant de fois qu'il y a d'étrangers concernés par le manquement.

ARTICLE SUPPRIMÉ
PAR LE SÉNAT

SANCTION

## Une carrière sans papiers

#### Papa Diallo, 57 ans

Samedi dernier, j'étais avec mon cousin à La Chapelle. Son ami l'appelle, mais on n'entend pas sa voix au téléphone. Donc il décide d'aller le voir, pour vérifier que tout va bien. Devant la porte, il entend que le téléphone sonne dans l'appartement, mais pas de réponse. Il a appelé la police qui a forcé la porte. Son ami était allongé par terre. C'est pour ça que je préfère revenir au foyer plutôt que d'habiter seul. Tout seul, personne ne peut te sauver.

Ma base, elle est au foyer. J'habite au Blanc-Mesnil mais je viens au foyer tous les soirs. Là, j'ai tout fait : les projets, la mosquée, les amis. Chez moi il n'y a rien, je n'y fais que dormir. Le foyer, c'est la famille. Sans femme et sans enfants qui vivent avec toi, ça ne sert à rien de rester seul à l'appartement.

Un jour je quitterai mon HLM et je reviendrai y vivre, si on me donne le choix. C'est là que j'ai rejoint mon frère et mon cousin quand je suis arrivé, en 1990.

Je faisais de la couture avec mon cousin et mon frère. On avait une chambre dédiée, on était cinq à y travailler. Dans une autre chambre, des femmes faisaient la cuisine. Dans une autre encore, les gens vendaient des choses. Nous, on était les tailleurs de la résidence. Tu venais avec un tissu, tu me demandais un vêtement, et je te le faisais sur mesure. Je raccommodais aussi. Je faisais de la couture africaine : les boubous, les robes, la broderie, les tebbas et les samandors (les arabes disent gamis). Les gens me payaient.

Le foyer a été rénové et on ne peut plus coudre. En plus, je ne sais pas faire les vêtements à la mode d'aujourd'hui. Ça me manque, la couture. J'en fais encore quand je retourne à Mokidiabé, mon village, dans la région du Matam. Dans trois ans, j'y retournerai faire mes affaires. Pour le moment, j'ai 57 ans et je me lève encore à 5h30 tous les matins pour travailler à Roissy, comme bagagiste.

Avant ça, j'étais un travailleur sans papiers. Je m'occupais de la vaisselle lors de grands événements, les meetings de Chirac par exemple. On la livrait, on la récupérait et on la lavait. J'y ai aussi rencontré des flics, qui faisaient des livraisons comme deuxième boulot. Certains avaient participé à l'expulsion des sans-papiers de l'église Saint-Bernard un an plus tôt.

Saint-Bernard, ça nous avait inspirés. Moi aussi j'ai occupé une église. On savait que c'était risqué, mais on avait besoin de papiers. On n'a tenu qu'une journée. Ils nous ont mis dans des camions, direction le centre de rétention de Vincennes. J'étais dégoûté. Ce qu'on nous a fait là-bas, personne ne nous l'avait jamais fait. On te fait enlever le pantalon et on regarde ton derrière. Quand j'y pense, ça me fait encore mal au corps. Une semaine au CRA et ils m'ont renvoyé au Sénégal. J'ai été escorté par avion, comme un ministre! Je leur disais: « Ok je pars, mais je reviens. » Et je suis revenu.

## Une retraite à 300 euros

## Bakary Dembélé, 67 ans

La nuit, je me réveille à 3 heures du matin et je ne dors plus. Je regarde le plafond, comme ça. Pendant 3 heures 30. Tant que tu n'as pas dormi, tu n'es pas tranquille et tu penses à beaucoup de choses. Ma tête est comme ça, et j'attends jusqu'à la première prière, à 6h30. C'est l'argent qui m'inquiète. Quand tu ne travailles plus, il n'y a plus d'argent pour ta famille. Et puis je ne bouge plus. Je sais que si je ne bouge pas, je ne dors pas.

Je suis loin de mon village depuis 1976. Avec l'argent que j'avais gagné pendant mes premières années en France, je suis retourné au Mali en 2000. Je garde de très bons souvenirs de cette période. C'est là que j'ai eu Diala, un garçon, et Dala, une fille. Quand je suis rentré en France, ma femme était enceinte de ma deuxième fille, Koumba. J'ai fait le trajet en 2005, avec un visa de travail. Je n'avais pas de papiers mais je travaillais avec mon vrai nom, dans l'étanchéité des bâtiments.

J'ai travaillé dix ans sans papiers. Grâce aux preuves, j'ai fini par avoir mon titre de séjour. Mais n'être régularisé qu'après dix ans, ça a vraiment été une tragédie. Aujourd'hui, j'arrive à l'âge de la retraite. Comme ma période officielle de travail est trop courte, je ne gagnerai presque rien. Si j'arrive à avoir la complémentaire, ça me ferait plaisir. Sinon, ce sera moins de 300 euros par mois. Je n'ai pas dix ans de titre de séjour, donc je n'ai pas droit au minimum retraite.

C'est aussi pour ça que je n'ai pas le droit au RSA : j'ai moins de cinq ans d'affilée. Alors je cherche du travail. J'ai longtemps travaillé dans le bâtiment, c'est ce que je connais.

Cette année, je gère le jardin partagé du foyer. J'aime bien. On fait pousser des tomates, des piments, des poivrons, des aubergines... Au Mali, j'avais comme métier cultivateur et quand j'en aurai les moyens, je retournerai cultiver ma terre à côté de ma famille. On vit à la campagne, on fait ça depuis des générations. On cultive les miels, les racines, les légumes, plein de choses. Là où j'ai grandi, à Moussala dans une famille d'agriculteurs, j'ai commencé à travailler dès le plus jeune âge. Petits, on emmenait déjà les bêtes de notre élevage jusqu'à 12 km de marche.

Encore maintenant, je fais du sport et des exercices. Je vais courir dans le parc à côté et je prends les poids avec moi pour faire de la musculation. Plus jeune, je courais beaucoup. En ce moment j'ai mal à la cuisse, donc je dois m'arrêter et faire une radio. Avant ça, je faisais deux fois 5 à 7 km par jour. J'ai même demandé au travailleur social du foyer de me télécharger une application de marche pour calculer les pas, et une autre pour les exercices. Si je ne marche pas, je prends du poids. Ça me fait du bien, et ça fait du bien à la tête.

## J'attends encore mon indemnisation

#### Mady Dembélé, 66 ans

Quand je suis revenu de mes vacances au Mali, j'ai eu quatre ou cinq jours de retard au travail à cause de problèmes d'avion. À mon retour, mon patron, ce bandit espagnol, a dit qu'il me virait. J'ai négocié et il a accepté de me reprendre. Au bout de 17 jours, mes papiers se sont périmés. À 23h50, dès la sortie du boulot, je suis parti faire la queue devant la préfecture. J'ai attendu dans la queue toute la nuit, jusqu'à 13h30. J'étais presque arrivé quand mon patron m'a appelé pour me dire que si je ne venais pas travailler tout de suite, il me virait. Même le policier me l'a dit : « Il est fou ton patron! » Il m'a viré.

C'était un licenciement abusif. Depuis, j'attends ma convocation aux prud'hommes. Ça fait quatre ans. Quand je gagnerai, je commencerai ma retraite et je partirai au Mali. Quand tu es à la retraite ici, tu ne peux pas partir plus d'un an. Et comme je n'ai pas travaillé plus de sept années déclarées en France, je ne toucherai pas grand-chose... 200€, quelque chose comme ça.

Dans un premier temps, je pourrai rentrer au pays pendant un mois, pas plus. Je perds l'allocation chômage si je reste plus longtemps. Puis, à 67 ans, je pourrai partir définitivement. Mes enfants me manquent. J'ai perdu des frères que je n'ai pas enterrés. Avec mon indemnité prud'homale, je pourrai acheter une machine pour labourer. Je cultiverai mon riz sur le champ que j'ai acheté il y a 10 ans. Pour l'instant, ce sont mes fils qui s'en occupent. Avec la machine, ils se débrouilleront eux-mêmes pour vivre au Mali.

Mon fils a envie de partir. Je lui ai dit de ne pas le faire, de ne prendre la route ni par la mer, ni par le désert. Si tu viens en France, tu n'as pas de boulot. Et même si tu as le boulot, il faut les papiers et c'est encore autre chose. Et puis il faut trouver un endroit où dormir... Moi je ne voulais pas venir en France. C'est mes frères qui m'ont forcé. Ils disaient qu'il y avait du boulot. Mon arrivée, le 23 novembre 2001, a été une catastrophe pour moi. Je n'avais pas les papiers pour travailler, il fallait ceux des autres. C'était très dur.

Je vivais en travaillant à gauche à droite. Parfois au noir à 50 euros la journée, parfois avec les papiers des autres. J'étais pizzaïolo. À moi tout seul, je travaillais comme six personnes. Une seule fois, les policiers m'ont arrêté. À ma manière de parler, ils ont vu que je n'étais pas un bandit et ils m'ont relâché. Mais ils ont contacté l'agence d'intérim en disant que je venais avec les papiers d'un autre.

Je me suis battu pour avoir mes papiers. Vers 2008-2009, on a occupé la Bourse du travail de République, à Paris. On était plusieurs centaines à demander des papiers pour tous. On était avec toutes les communautés et tous les syndicats.

Je soutiens toujours les sans-papiers. Quand je n'ai rien à faire et pas de rendez-vous chez le médecin, je viens manifester avec eux. Quand il y a des embouteillages de passeports dans les consulats, on va manifester devant. Et ça marche, ils les libèrent. Ensemble, on continue de gagner beaucoup de combats.

#### Article 12

L'étranger accompagné d'un mineur de seize ans ne peut être placé en centre de rétention administrative. L'étranger accompagné d'un mineur de seize ans révolus ne peut être placé en rétention que dans les cas suivants :

1° L'étranger n'a pas respecté l'une des prescriptions d'une précédente mesure d'assignation à résidence ;

2° A l'occasion de la mise en œuvre de la décision d'éloignement, l'étranger a pris la fuite ou opposé un refus ;

3° En considération de l'intérêt du mineur, le placement en rétention de l'étranger dans les quarante-huit heures précédant le départ programmé préserve l'intéressé et le mineur qui l'accompagne des contraintes liées aux nécessités de transfert.

L'intérêt supérieur de l'enfant est une considération primordiale pour

l'application de la présente section.



# Tous les jours, la police nous fait la hagra

Abdelkader, 20 ans, enfermé au CRA de Toulouse-Cornebarrieu

L'autre jour, on était en train de manger à la cantine. Un policier a mal parlé à un Tunisien, il a insulté sa mère. J'ai demandé: «Pourquoi tu fais ça? Il ne parle pas bien français, il ne comprend pas.» Il nous a emmenés dans la salle d'attente du centre et il l'a frappé devant moi. Plusieurs coups de poing au visage et dans les pecs. Le Tunisien avait du sang qui coulait sur les yeux, il était blessé.

Le policier m'a tapé moi aussi parce que j'avais répondu. Le Tunisien en a parlé avec la Cimade, ils lui ont dit de porter plainte mais le policier a porté plainte contre lui avant.

C'est un connard ce policier. Tous les jours, il nous fait la hagra. Une fois, je voulais acheter des cigarettes et il a insulté ma daronne. Les autres aussi, les mecs de la police, ils nous parlent mal.

Entre nous, ça se passe bien. Samedi, on a regardé le match du Maroc. Il y a une télé par chambre, on est par quatre ou cinq. On était contents, même moi qui suis algérien j'étais pour le Maroc. Mais on a pas pu le fêter parce qu'il n'y a rien ici, on ne peut rien faire.

Même pendant les repas, on ne mange que de la mayonnaise avec du pain parce que la viande n'est pas halal. On est presque tous musulmans, et ils nous donnent de la viande pas halal.

Il y a trois jours, l'un d'entre nous a vu son nom inscrit sur la liste de ceux qui devaient prendre l'avion. La Cimade lui a expliqué qu'ils ne pouvaient plus rien faire pour lui et qu'il allait être expulsé vers l'Algérie. Le soir, il a mangé 32 médicaments pour essayer de se suicider. Des antidouleurs, comme ceux qu'on nous donne quand on a mal aux dents. Il ne voulait pas partir. Ici, à Toulouse, il a deux filles et sa femme. Il a été emmené, je ne sais pas où il est maintenant.

Moi, je pars avec l'avion de samedi. On sera trois à être reconduits vers l'Algérie. Ça fait un mois et demi que je suis ici. J'ai un collègue qui part avec moi, il a peur parce que personne ne peut lui faire passer ses affaires. Il ne connaît que des gens qui n'ont pas de papiers donc il ne sait pas comment faire. Moi non plus, je n'ai rien récupéré de mes habits. Ils sont toujours dehors et je sais que je ne les reverrai pas.

# Ils nous enlèvent tout, alors on se soutient

Imane, 24 ans, enfermée au CRA du Mesnil-Amelot

Je vis depuis dix ans en France. J'ai des certificats de scolarité, des attestations de travail, un certificat d'hébergement. Mais tout ça, ils n'en ont rien à faire, ils veulent juste remplir le centre. J'ai passé les fêtes de fin d'année au CRA. Je viens de Marseille mais j'ai été arrêtée à Paris, à Stalingrad. J'étais avec une copine dans la rue, on s'est fait contrôler. Ils m'ont mise en garde à vue pendant 48 heures, juste pour me faire attendre. C'est après qu'ils ont appelé la préfecture et que je suis arrivée ici.

Enfin bon c'est la loi. Je respecte la loi... Mais il se passe des choses très graves ici, dans le bâtiment des femmes. La situation s'est tendue ces dernières semaines. Ils nous ont tout enlevé: on ne peut plus s'apprêter, ni se mettre dans les chambres par affinité; nos proches ne peuvent plus faire rentrer des courses au parloir, même les gâteaux. Ils ont peur qu'on se suicide... avec un paquet de gâteaux.

Au CRA, il n'y a rien. Tu es enfermée loin de tes copines et tu n'as aucune intimité. Les filles sales se retrouvent avec des propres, des filles qui ne parlent pas la même langue se retrouvent mélangées. Donc ça crée des embrouilles quand on essaie de se ménager un peu d'intimité.

Le CRA, c'est très dur psychologiquement. Les policiers entrent quand ils veulent dans les chambres, même quand on y est. Ils fouillent toutes nos affaires. Imaginez, vous laissez votre chambre rangée et, quand vous revenez, tout est renversé... On n'est pas en prison en fait. Il y a une brigade de policiers qui pose problème, que des hommes. Ils font vraiment chier, excusez-moi pour le mot.

Les douches sont sales. Les toilettes aussi, ils n'utilisent pas de produits, on a toujours des infections. C'est à nous de nettoyer en fait. La nuit, les filles crient au téléphone jusqu'à 3 heures. À 7 heures, le bruit des avions commence, il y a Roissy juste à côté. Puis, le monsieur crie au micro pour nous appeler au petit-déjeuner. Dès qu'il se tait, les filles recommencent à faire du bruit, puis c'est les gens qui font le ménage. On ne dort pas.

Une des choses qui m'inquiète le plus, c'est la situation d'une dame qui est avec nous. Elle a 58 ans, elle est malade mentalement et physiquement. Elle est incontinente, ne peut rien faire seule: ni manger, ni se laver, ni se changer. Quand les policiers nous appellent au micro pour aller manger, elle ne comprend pas. Ils la laissent comme ça, alors c'est moi qui la lave avec une copine. Ils lui font signer des documents, des papiers du tribunal, mais elle ne sait pas ce qu'elle signe. Les policiers l'appellent « celle qui pue », « celle qui est tarée ».

On a fait une lettre pour parler de la situation. La direction a refusé de nous recevoir. On a aussi essayé une grève de la faim mais ça n'a pas duré longtemps, on a vite compris que ça ne servait à rien.

## Un matin, ils t'emmènent à l'aéroport

#### Francis, 28 ans, enfermé au CRA du Mesnil-Amelot

Je suis enfermé dans ce centre depuis deux mois. Ils vont me renvoyer dans mon pays d'origine, ils ont déjà acheté mon billet. Je pars dans deux semaines. Ça me rend vraiment très triste. J'ai été arrêté à l'aéroport pour avoir transporté de la drogue. Ils m'ont emmené au tribunal et le juge m'a condamné à deux ans. Après avoir purgé ma peine, la police aux frontières est venue me chercher pour m'emmener au centre de rétention administrative.

La vie ici est très difficile. Pas de bonne nourriture, pas de bons soins. J'ai une sérieuse rage de dent. Un docteur m'a prescrit du Doliprane et du Kétoprofène, mais ça n'a rien changé, je sens toujours la douleur. La plupart du temps, je peux seulement manger au déjeuner et c'est tout, je suis incapable de manger ce qu'on nous donne au dîner. En plus, c'est le genre de nourriture qu'ils ne mangeraient pas eux-mêmes.

Et vous devriez voir l'endroit où on se sert de l'eau pour boire... Vous savez, quand les musulmans vont à la prière, ils se lavent les mains, les pieds et la tête. C'est à ce lavabo-là qu'on boit, donc vous pouvez imaginer à quel point c'est sale. Les toilettes et les douches ne peuvent pas se fermer, ce qui nous prive de toute intimité. Il n'y a pas de lumière dans les douches, et les murs sont très sales. Ils sont recouverts de champignons qui ne sont pas nettoyés.

Ma cellule de prison était plus grande et mieux équipée que ma chambre ici. J'avais tout dans ma cellule. Ici, il n'y a rien de spécial, juste un lit. Il n'y a pas de loquets aux portes, donc tu ne peux jamais être sûr que quelqu'un ne te vole pas quelque chose pendant que tu es à la douche. Je partage ma chambre avec un autre homme. Il fume, moi non. Je leur ai dit de ne pas me mettre avec quelqu'un qui fume, ils n'en ont rien à faire.

Normalement, ils disent qu'on est supposés rester ici pendant trois mois maximum. Pourtant, certains d'entre nous sont ici depuis presque six mois maintenant, et ils ne veulent libérer personne. Le mois dernier, en août, quelques personnes ont décidé de mettre le feu à leur chambre pour voir si les choses allaient changer. Mais la police est arrivée et a tiré des gaz lacrymogènes. Et comme si ce n'était pas suffisant, ils nous ont frappés avec leurs matraques. Plusieurs hommes ont été blessés ce jour-là, d'autres ont été emmenés en cellule d'isolement.

Ce jour-là, nous n'avons eu aucun moyen de voir un médecin. Donc ne soyez pas surpris quand vous entendez que quelqu'un se suicide en rétention. Les policiers, certains sont sympas et d'autres n'en ont vraiment rien à faire de nous. Ils nous traitent comme si on n'était personne. Tu peux vivre ici six mois et, un matin, ils te réveillent et t'emmènent directement à l'aéroport, tout droit vers ton pays d'origine. C'est ce qu'ils font ici, et c'est très mal.

